

**À la veille de la conférence ministérielle sur le PTP  
LES PRODUCTEURS DE LAIT ET DE VOLAILLES VEULENT DES ENGAGEMENTS CLAIRS**

**Longueuil, le 25 septembre 2015** — La négociation plurilatérale de libre-échange du Partenariat transpacifique (PTP), dans laquelle le Canada est activement engagé, pourrait se conclure dès la semaine prochaine, à Atlanta. Les négociateurs en chef seront en effet réunis du 26 au 29 septembre pour faire avancer les discussions sur plusieurs enjeux, notamment l'automobile, la propriété intellectuelle et l'accès aux marchés agricoles. Une réunion des ministres du Commerce est prévue à l'issue de cette rencontre les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre, ce qui pourrait être le prélude d'un accord final.

À quelques heures du débat des chefs en français hier à Montréal, près de 1500 producteurs agricoles sous gestion de l'offre se sont réunis devant la tour de Radio-Canada, d'où était diffusé le débat, afin de demander à tous les chefs de s'engager à prendre des positions fermes à l'égard de la gestion de l'offre. Le gouvernement fédéral, ainsi que les chefs de tous les partis, se sont engagés à répétition à défendre la gestion de l'offre depuis le début de la campagne électorale. Ils avaient l'occasion de s'engager à préserver **intégralement** la gestion de l'offre en ne concédant aucun nouvel accès à notre marché dans la négociation du PTP.

Lors du débat, l'enjeu a fait l'objet d'une question précise du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Le chef du NPD, Thomas Mulcair, a souligné avoir écrit au premier ministre, Stephen Harper, pour lui demander de protéger et de défendre intégralement la gestion de l'offre. La chef du Parti vert, Elizabeth May, a pour sa part relancé M. Harper sur le sujet. Ce dernier s'est toutefois contenté de réitérer que son gouvernement continuera de défendre la gestion de l'offre. « Dans les circonstances, les producteurs laitiers et avicoles s'attendaient à beaucoup plus du premier ministre canadien. Ils ont besoin de l'assurance qu'ils ne feront pas encore une fois les frais de la négociation », a déclaré le président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et porte-parole de la Coalition GO5, Marcel Groleau, faisant référence aux concessions canadiennes dans le secteur des fromages lors de l'Accord Canada-Europe.

Les pressions exercées sur les négociateurs canadiens seront fortes pour qu'ils acceptent d'ouvrir nos marchés sous gestion de l'offre. « Le Canada ne doit pas céder à ces pressions. Il en est d'autant plus légitimé que les politiques et les soutiens agricoles des autres pays ne sont pas sur la table. Pourquoi la gestion de l'offre le serait-elle? », a continué M. Groleau.

Les secteurs laitier et avicole, seulement au Québec, rapportent chaque année près de 8,2 milliards de dollars au PIB, génèrent 92 000 emplois et permettent le versement de 1,38 milliard en taxes et impôts. Au plan canadien, ils contribuent pour plus de 30 milliards au PIB et

génèrent plus de 300 000 emplois de qualité. Le Canada a tout intérêt à préserver cette contribution majeure à son économie. Pour plus de renseignements sur la campagne, consultez le site [WWW.FORTSETUNIS.CA](http://WWW.FORTSETUNIS.CA).

### **À propos de la Coalition GO5**

La Coalition GO5 rallie de nombreuses personnes et organisations qui croient en une agriculture forte et un secteur alimentaire prospère au Québec. Elle vise le maintien de la gestion de l'offre au terme des différentes négociations commerciales nationales et internationales. Cette gestion de l'offre assure aux Québécois une production locale d'œufs, de volailles et de produits laitiers de grande qualité et, aux agriculteurs, un revenu équitable du marché, sans subventions.

— 30 —

Information :

Patrice Juneau

Conseiller aux affaires publiques

L'Union des producteurs agricoles

514 702-8591